

Angela Merkel va réussir la fin de son mandat en déboulonnant les dogmes politiques auxquels les Allemands étaient si attachés



Sur l'Union monétaire, sur le nucléaire et sur l'immigration, Angela Merkel tente d'installer un paradigme auquel les Allemands s'opposaient sévèrement jusqu'à maintenant. La crise du coronavirus et son habileté politique ont tout changé.

Avec Jean-Marc Sylvestre

La chancelière Angela Merkel est aujourd'hui la dirigeante occidentale la plus soutenue par son opinion publique. Sa popularité et la confiance qu'elle inspire lui valent près de 80 % d'opinions favorables. L'année dernière à la même époque, Angela Merkel se savait condamnée dans son propre parti, la CDU se préparait à organiser sa succession après les élections législatives de 2021.

La fin de mandat qui allait correspondre aussi à la fin de 20 années de pouvoir à la tête de la CDU et de 15 ans à la Chancellerie s'annonçait bien morose.

L'épidémie du coronavirus et la façon de la gérer a tout changé. La pandémie a rabattu les cartes politiques et lui a permis de revenir en grâce auprès de l'opinion publique. Ce qui lui vaut une popularité extraordinairement forte et lui donne une autorité et liberté politique qu'elle n'avait jamais connues.

En cette période très troublée, les Allemands ont découvert que la Chancelière était habitée d'un calme, d'une pondération et d'une prudence qui ont rassuré les populations qui étaient très inquiètes comme partout en Europe. « **Muter Merkel** » (**Mère Merkel**) a su parler aux Allemands non pas comme à des enfants, mais à des citoyens doués de raison et de responsabilité.

Aidée par une organisation du système de santé performante parce que sans doute décentralisée, aidée par une préparation technique qui ont permis aux Allemands de disposer de tests et de masques assez vite, la situation sanitaire a été très sévère en termes de décès, mais plutôt en deçà de ce qui s'est passé en Italie, en Espagne et en France. **Surtout, l'activité économique ne s'est jamais arrêtée malgré le confinement dont les Allemands sont désormais sortis.** Alors en Allemagne comme ailleurs, les experts n'excluent pas l'hypothèse d'une deuxième vague certes, mais ils l'estiment peu probable et au cas où la deuxième vague se produirait, ils se déclarent prêts à y faire face.

Ce bilan conjugué aux perspectives offre à Angela Merkel des opportunités auxquelles elle ne pouvait même pas rêver.

D'abord, elle est plus libre de son agenda à la tête de son parti puisque les élections pour lui trouver un successeur ne sont plus d'une actualité urgente. Beaucoup de ses challengers ont jeté l'éponge parce que la CDU qui était au fond du trou l'année dernière a retrouvé des couleurs grâce à la popularité d'Angela Merkel. Donc sur le terrain électoral, assez peu de nuages.

Ensuite, elle va disposer des outils et des moyens de gouverner non pas seulement en Allemagne mais aussi en Europe puisque dès le premier juillet, elle présidera l'Union européenne pour six mois. Assez de temps pour décider et lancer une stratégie offensive et donner à l'Europe un deuxième souffle.

Enfin, et alors que beaucoup en Europe pensent que le coronavirus aura donné le coup de grâce à une Europe fragile, tout se passe comme si Angela Merkel allait utiliser le traumatisme de l'épidémie pour relancer l'Union européenne et surtout pour engager l'Allemagne dans une direction opposée à beaucoup de ses tentations identitaires.

Tout se passe comme si Angela Merkel avait décidé de terminer sa carrière politique en sauvant l'Union européenne et la zone euro, ce qui veut dire qu'elle va obliger les Allemands à accepter des concessions qu'ils ont toujours refusées. Elle considère que la situation politique personnelle va le lui permettre.

Les trois dossiers sur lesquels elle entend faire changer les Allemands sont au niveau de l'Union monétaire, avec la possibilité d'accepter une mutualisation des dettes, au niveau de la politique énergétique en revenant sur le refus quasi idéologique de faire du nucléaire et sur la politique migratoire et l'acceptation de fermer les frontières.

1^{er} changement, l'Union européenne et la zone euro. Angela Merkel a compris et elle convaincu le grand patronat de l'industrie allemande que dans le monde nouveau de l'après Covid, l'Allemagne aurait encore plus besoin des marchés européens qu'avant et pas seulement pour y passer ses vacances. Il va donc falloir protéger et aider les pays de l'Europe du Sud : la Grèce, l'Italie, l'Espagne et la France. L'opposition de la Chancelière, à peine voilée, face à la décision de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe de critiquer la BCE et sa politique non conventionnelle va dans ce sens. Mais son accord de principe avec Emmanuel Macron de lancer des emprunts européens garantis par tous les États membres va encore plus loin. Elle va à l'encontre du tabou de la mutualisation des dettes et permet de trouver des moyens de financer la relance et la sortie de crise.

2^e changement, l'acceptation d'un retour au nucléaire. Angela Merkel a engagé une campagne d'explication auprès de son opinion publique pour la convaincre de sortir d'une contradiction qui peut freiner son développement et son crédit. Sous la pression des écologistes dont elle avait besoin, Angela Merkel a renoncé au nucléaire au profit d'un développement des énergies naturelles. Mais face aux besoins en électricité qui vont devenir considérables avec la transition énergétique des transports notamment (l'automobile en particulier), l'Allemagne a été obligée de relancer ses centrales au charbon, ce qui fait de l'Allemagne le pays le plus pollueur d'Europe, et l'Allemagne est obligée d'acheter de l'énergie nucléaire à la France. **Alors Berlin n'a sans doute pas pris la décision de construire des centrales, mais Berlin étudie désormais le possible allongement de la durée de vie des centrales nucléaires en service** et dont la fermeture était programmée. Cette décision-là n'a pas provoqué de tollé de protestation de la part des écologistes.

3^e changement. La fin officielle d'une politique d'immigration très libérale. Angela Merkel sait qu'elle avait fait une erreur en ouvrant ses frontières à une immigration massive, en provenance de Turquie notamment, et cela pour répondre à ses problèmes d'emplois. Les pays européens l'avaient mal compris et les Allemands eux-mêmes l'avaient mal accepté. La Chancelière a opté pour une immigration très choisie, très sélective et pour le reste, elle défend désormais la décision des Européens de fermer les frontières vis-à-vis des pays tiers et notamment de la Turquie. Mais en plus, elle maintient fermées les frontières allemandes aux ressortissants qui n'appartiennent pas à l'Union européenne. Tout faire pour empêcher une nouvelle vague migratoire et ne pas répondre au chantage des pays complaisants avec l'islamisme

Ces changements-là sont évidemment importants. Parce qu'ils transgressent les courants politiques qui dominent et façonnent la culture allemande, les verts et la gauche, sans parler les extrêmes droite et gauche. **Pour Angela Merkel, ils sont nécessaires à la modernisation de l'Allemagne et lui permettent de répondre aux contraintes nouvelles de la mondialisation et de la transition écologique.** Angela Merkel estime qu'elle en a désormais les moyens politiques et la liberté. Un peu comme le Général de Gaulle qui avait imposé l'indépendance de l'Algérie à un électorat qui y était initialement opposé. Un peu comme François Mitterrand qui a imposé à sa famille le tournant très libéral en 1983 alors qu'il avait été élu sur un programme très socialo-communiste en 1981.